

Numéro spécial climat

L'écologie, notre priorité

Unaniment, l'équipe du Val d'Oise a décidé que **l'écologie serait notre priorité** pour l'année à venir. Mais c'est quoi l'écologie : « Science ayant pour objet les relations des êtres vivants (animaux, végétaux, micro-organismes) avec leur environnement, ainsi qu'avec les autres êtres vivants ». Le Pape François nous le rappelle avec l'encyclique Laudato Si « Tout est lié, et, comme êtres humains, **nous sommes tous unis** comme des frères et des sœurs dans un merveilleux pèlerinage, entrelacés par l'amour que Dieu porte à chacune de ses créatures et qui nous unit aussi, avec une tendre affection, à frère soleil, à sœur lune, à sœur rivière et à mère terre ».....Or des milliers d'espèces disparaissent, notre mode de vie épuise notre mère nourricière la Terre, le réchauffement de notre planète s'emballe du fait de l'activité humaine, et ce sont les plus fragiles ici et là-bas qui en supportent les plus graves conséquences. Le monde commence à prendre conscience de cette gravité ! Des milliers de femmes et d'hommes agissent, modifient leur façon de vivre. Nous voulons prendre notre part dans cette mobilisation mondiale. Elle est intergénérationnelle, au-delà de certains clivages. Elle replace l'Homme à sa vraie place, au sein de la création qui sera célébrée du 1er septembre au 4 octobre par les chrétiens du monde entier qui s'unissent pour prier et prendre soin de la « maison commune » : c'est la « **Saison de la Création** ». C'est le patriarche orthodoxe Démétrios qui avait fait du 1er septembre 1989 une journée de prière pour la sauvegarde de la Création, initiative qui s'est élargie à l'ensemble des Eglises. Le CCFD Terre Solidaire soutient financièrement « Eglise Verte » qui produit des outils pour permettre aux paroisses de mettre en œuvre « le mois de la Création ».



Août 2019, nouveau rapport du GIEC *

Depuis plusieurs années, nous demandons, aux côtés de nos alliés, la prise en compte des interactions entre dérèglements climatiques, terres et insécurité alimentaire dans les négociations internationales. Ce rapport du GIEC sur les questions de l'agriculture et de la sécurité alimentaire est une nouvelle victoire. **La prise de conscience progresse !** Nous savons désormais que nos systèmes agricoles et alimentaires sont une cause majeure du réchauffement de la planète. Ils sont responsables d'environ un tiers de nos émissions mondiales de gaz à effet de serre. L'agriculture est notamment la première source d'émissions anthropiques de deux des gaz aux impacts les plus néfastes pour le climat : le méthane et le protoxyde d'azote.

* Groupe International d'Experts sur le Climat ► [Article de La croix](#)

Grève scolaire le 20 septembre Marche pour le climat le 21

Aujourd'hui, dans plus de 150 pays, des élèves se préparent à **une grève pour le climat** d'une ampleur internationale inédite ce 20 septembre. A Paris, des associations dont le CCFD Terre Solidaire, appellent à rejoindre la mobilisation le samedi 21 septembre à 14 heures. Soyons nombreux à marcher pour le climat !

► [Voir la vidéo de Greta Thunberg le 23 juillet devant les députés à Paris](#)

Journée mondiale du nettoyage de notre planète 21 septembre

C'est la 2ème édition en France du « world clean up ». Tout le monde peut y participer. Des bénévoles du CCFD Terre Solidaire et des jeunes collégiens y participeront sur les villes de l'agglomération de Cergy Pontoise. Vous pouvez trouver le rdv le plus proche de chez vous sur le site : ► [Voir la carte des événements](#)

Feux dans la forêt amazonienne, appel aux dons

Un partenaire local de Bolivie, CIPCA, association qui soutient les communautés paysannes, adresse au CCFD Terre Solidaire un appel à l'aide. 750 000 hectares sont touchés par les feux de forêt. Nous avons besoin au plus vite 50 000 € afin de distribuer des vivres et de l'eau aux villageois sinistrés, de leur apporter des médicaments (anti brûlure, réhydratation, collyres...), et de mettre en place des systèmes d'approvisionnement en eau pour les populations déplacées. ► [Faire un don](#)

Agir pour le climat ici et là-bas

Ils se désinvestissent des combustibles fossiles

Au Royaume-Uni, le National Trust va se désinvestir de ses un milliard de livres sterling d'actions dans les secteurs du pétrole, du charbon et du gaz. La London Pensions Fund Authority va désinvestir d'Exxon. Chubb devient le premier assureur aux États-Unis à désinvestir des compagnies charbonnières. Le Royal College of Emergency Medicine et la Royal Society of Arts vont désinvestir totalement des combustibles fossiles. La plus grande ville du Pays de Galles a fait désinvestir son fonds de pension. Des villes allemandes du Bade-Wurtemberg, de Hesse et du Brandebourg s'engagent à faire désinvestir partiellement leurs fonds de pension, tout en continuant pour le moment à soutenir les compagnies gazières.

Cachez ces fossiles que l'on ne saurait voir



Les Amis de la Terre France, Oxfam France et le Réseau Action Climat France ont publié le rapport « Cachez ces fossiles que l'on ne saurait voir – Trois institutions financières publiques à l'épreuve de l'Accord de Paris » : l'Agence Française de Développement (AFD), la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et Bpifrance Assurance Export, l'agence française de crédit à l'exportation. Adopté en décembre 2015 à l'issue de la COP21, l'Accord de Paris sur le climat vise à limiter le réchauffement climatique global à 1,5 °C. Pour atteindre cet objectif, les investissements massifs dans les énergies fossiles doivent laisser la place à des investissements dans la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique. En effet, aujourd'hui, les énergies fossiles continuent d'être plus de 2 fois plus subventionnées que les énergies renouvelables.

► [Le rapport](#)

G7 et plan « com » à Biarritz

Taxe GAFA : pas grand-chose de nouveau. L'OCDE travaille depuis plusieurs années à une taxation des entreprises du numérique qui devrait voir le jour en 2020. En attendant, la taxe de 3% du chiffre d'affaires en France s'applique. Le CCFD-Terre Solidaire ne reconnaît pas la légitimité du G7 en tant que cadre de régulation politique à l'échelle mondiale, dans la mesure où il s'agit d'un rassemblement qui ne représente que les intérêts de quelques États.

Le chiffre du mois : 11 milliards de tonnes

Sur la seule journée du 1er août 2019, 11 milliards de tonnes de glace ont fondu.

Paris s'est déclarée en «état d'urgence climatique»

Pour répondre au changement climatique, la mairie de Paris a annoncé la création d'une « Académie du climat » et d'un « Giec Paris ». ► [Voir l'article de l'Info Durable](#)

ONU : sommet « action climat » à New-York

Pour renforcer les ambitions en matière climatique et l'action en faveur du climat, le Secrétaire général de l'ONU António Guterres a convié les dirigeants du monde, notamment des gouvernements, de la finance, du milieu des affaires et de la société civile au Sommet Action Climat du 23 septembre 2019. Le Sommet ciblera les domaines qui se situent au cœur du problème, à savoir les secteurs qui génèrent le plus d'émissions et les domaines dans lesquels le développement de la résilience aura le plus grand impact.

Au cours de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, la COP24, prévue ce mois de décembre en Pologne, les gouvernements doivent convenir des lignes directrices de mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Fracturation hydraulique

En l'espace de deux semaines, les États brésiliens du Paraná et de Santa Catarina ont tous deux voté en faveur d'une loi interdisant à jamais l'usage de la fracturation hydraulique. Les plus grandes réserves de schistes d'Amérique latine resteront inexploitées. « Nous allons continuer ville par ville, État par État, jusqu'à ce que la fracturation hydraulique soit interdite à l'échelle du Brésil », a prévenu un militant brésilien.



Enjeux vitaux

Les enjeux écologiques de la rentrée (Propos de Morgane Créach Réseau Action Climat)

Le rapport rendu par le Haut Conseil pour le Climat au mois de juin alerte sur le retard pris par la France pour atteindre ses objectifs climat et énergie.

La prochaine **loi de finances** qui sera présentée en septembre, sera décisive. Chaque année, la France continue d'accorder 11 milliards d'euros en exemptions ou remboursements de taxes à des secteurs nocifs pour le climat tels que l'aérien ou le transport routier de marchandises. Il est important de supprimer progressivement mais définitivement ces « niches fiscales » qui avantagent des secteurs polluants par rapport à des alternatives meilleures pour le climat telles que le train. La prochaine loi de finances devra aussi consacrer davantage de moyens aux solutions pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, la loi EGALIM fixe comme objectif au secteur de la restauration collective publique (1,8 milliards de repas servis par an) d'introduire 50 % d'alimentation de qualité, labellisée et locale, dont 20 % de produits bio d'ici à 2022. Pour y parvenir, un bonus doit lui être consacré, à hauteur de 330 millions d'euros chaque année pendant trois ans.

Les députés ont un rôle à jouer pour renforcer **le projet de loi sur la mobilité** en supprimant les projets routiers de la liste de nos futures infrastructures, en dédiant plus de moyens au train et au vélo, en rendant obligatoire pour tous les employeurs le remboursement des déplacements domicile-travail effectués à vélo ou en covoiturage et en fixant à 2030 la fin de vente des véhicules diesel et essence et non à 2040, échéance beaucoup trop tardive.

En septembre l'Etat doit passer un « nouveau contrat » avec les territoires sur la **transition énergétique**. L'enjeu prioritaire consistera à interdire à terme aux bailleurs la location des passoires énergétiques c'est-à-dire des logements énergivores classés sous l'étiquette énergie F ou G. Il s'agit également d'un point de vue social car aujourd'hui encore, 12 millions de personnes souffrent de précarité énergétique du fait de logements mal isolés.

En Europe, il est important de renforcer considérablement les montants alloués aux **investissements dans les filières d'avenir et les reconversions professionnelles** (estimés par la Cour des Comptes européenne à plus de 1000 milliards par an). Il faut stopper tous les financements allant aujourd'hui vers des filières néfastes telles que les énergies fossiles. 21% des financements de la Banque européenne d'investissement dans le secteur de l'énergie vont encore à des énergies fossiles.

Le CCFD Terre Solidaire est membre du Réseau Action Climat ► [Voir l'entretien de Morgane Creach](#)

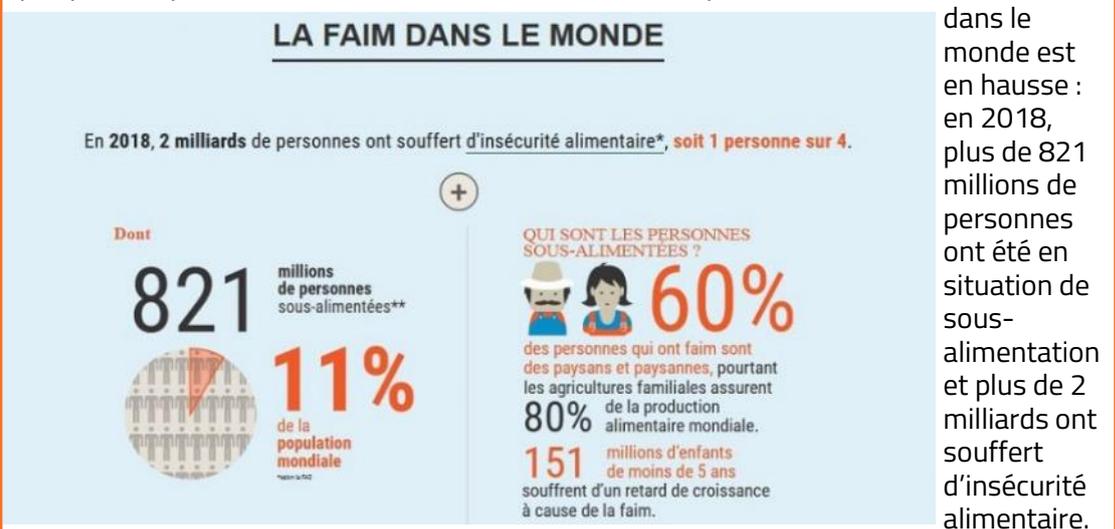


Accident nucléaire en Russie

Une explosion nucléaire est survenue le 8 août dans le Grand Nord, sur la base de lancement de missiles de Nyonoksa, à 40 km de Severodvinsk, qui compte 180.000 habitants. L'accident s'est produit au cours de l'essai d'un moteur-fusée, qui a causé la mort de cinq employés de l'agence nucléaire russe Rosatom. Après l'explosion, l'agence russe avait mesuré des niveaux de radioactivité jusqu'à 16 fois supérieurs au rayonnement naturel.

La faim dans le monde progresse

Le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (SOFI), produit chaque année par cinq agences des Nations unies, est paru le 15 juillet. Il indique que, pour la quatrième année consécutive, le nombre de personnes souffrant de la faim



► [Communiqué du CCFD Terre Solidaire](#)

Avec le CCFD Terre Solidaire

Mobilisé-e-s du 11 au 18 octobre !

Les organisations locales et les collectifs avec qui nous travaillons dans plus de 60 pays nous alertent régulièrement sur les violations des droits humains et les graves problèmes environnementaux causés par des multinationales ou leurs partenaires d'affaires. C'est pourquoi le CCFD-Terre Solidaire milite activement, via notamment des actions de plaidoyer, pour la régulation des multinationales.

Du 11 au 18 octobre, des négociations auront lieu à l'**ONU** à Genève pour l'élaboration d'un **traité** contraignant les multinationales à respecter les droits humains et l'environnement.

Aujourd'hui, seule la France a adopté une loi pionnière en matière de régulation des multinationales, au terme d'un long combat législatif auquel le CCFD-Terre Solidaire a pris une part active : la loi sur le devoir de vigilance (mars 2017). Nous devons poursuivre le combat pour transformer cet acquis national en norme internationale.

► [Communiqué du CCFD Terre Solidaire](#)



Assemblée régionale samedi 12 octobre

Tous les bénévoles du CCFD Terre Solidaire sont invités à Paris (11ème). Il y aura une présentation du programme TAPSA (Transition vers une Agroécologie Paysanne au Service de la Souveraineté Alimentaire) ainsi qu'un temps sur le futur rapport d'orientation avec 9 débats. Quatre bénévoles adhérents seront élus pour participer à l'Assemblée générale nationale et voter les grandes décisions du CCFD-Terre Solidaire. Une bonne occasion de se former et préparer les futures orientations de notre association, tout cela dans une bonne ambiance.

Agenda

- **Assemblée Régionale**
Samedi 12 octobre de 9h à 17h à Paris (Ageca).
- **Rencontre des responsables d'équipe CCFD-Terre Solidaire**
Mardi 22 octobre à 20h à Ermont centre Jean Paul II.

Challenge et adhésion

Challenge, c'est une base de données qui recense les membres de l'association, afin de pouvoir communiquer, animer... Le recueil d'informations se fera avec l'accord des bénévoles. Ils sont invités à compléter eux-mêmes leur profil via le site « La Place » ou par papier. Ces informations seront ensuite conservées dans Challenge.

Avec cet outil, le CCFD-Terre solidaire se met en conformité avec la loi et respecte ainsi les souhaits des personnes conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD). Désormais **l'adhésion** (10€) se fera en septembre-octobre. Elle pourra se faire sur le site La Place ou par courrier. Les bénévoles vont recevoir un courriel ainsi qu'un courrier par la poste. Vous voulez adhérer ? Contactez nous par courriel à ccfd95@ccfd-teresolidaire.org ou au 01 34 16 50 50.

N° 309 de Faim et développement

Nous vous invitons à découvrir en **Irak**, ces jeunes militant·e·s de diverses associations – en partie soutenues par le CCFD-Terre Solidaire – qui œuvrent pour le renouveau : défense de la liberté d'expression et du droit des travailleurs, lutte pour l'égalité femme-homme, dénonciation de la corruption... Ces jeunes se battent aussi pour préserver leur patrimoine et la biodiversité des marais du sud du pays. Bravant les risques réels de la répression.

De l'autre côté de l'Atlantique, au **Brésil**, des femmes noires, agricultrices, se mobilisent, elles, pour défendre leur vie et l'agroécologie, face à un nouveau président, Jair Bolsonaro, ouvertement raciste et lié au lobby de l'agrobusiness. A **Angers**, l'association Les Libres Filmeurs a décidé de donner la parole aux migrants à travers la réalisation de films. Un très beau portrait de Mgr Nestor Nongo, partenaire du CCFD-Terre Solidaire, confronté, dans son diocèse de Bossangoa en **RCA**, à la guerre civile.

► [Magazine Faim et Développement](#)

